

15.10.25

Communiqué unitaire sur la manifestation nationale pour la Palestine
(Berne, 11 octobre 2025)

Ayant constaté un traitement médiatique biaisé de la manifestation à Berne du 11 octobre, nous souhaitons, à travers ce communiqué, rétablir notre version des faits. Nous voulons ainsi faire respecter le droit démocratique de la population civile à une information factuelle incluant les témoignages des manifestant-es. Nous constatons également que certaines informations relayées par les médias, notamment la RTS, ne reflètent pas la réalité des faits, d'autres ayant été omises volontairement. Par exemple, alors que la RTS annonce "au moins 2 manifestant-es" blessé-es, nous en comptons à l'heure actuelle au moins 326.

Le discours policier est repris par les médias sans aucune distance critique. Tout est fait pour évacuer la substance du discours politique tenu par les manifestant-es, qui sont accusé-es d'antisémitisme sans aucune preuve à l'appui. Nous dénonçons ces grossiers raccourcis entre antisémitisme et antisionisme. Nous dénonçons aussi le focus médiatique accordé aux dommages matériels, utilisés pour justifier la violence démesurée de la police et le recours illégal à la nasse, et mettre sous silence le génocide. Notre solidarité avec le peuple palestinien et notre détermination à faire cesser la complicité meurtrière de la Suisse sont plus fortes que jamais!

Récit des faits

Samedi 11 octobre 2025, plusieurs organisations citoyennes et politiques ont appelé à manifester dans les rues de Berne pour la fin du génocide en cours à Gaza, contre la complicité de la Suisse et en soutien au peuple palestinien et à la lutte pour son autodétermination.

Le cortège, réunissant plus de 10'000 personnes a entamé sa marche aux alentours de 15h30, en direction de la Place fédérale. La police bernoise, assistée de nombreux corps de police extra-cantonaux, y avait déployé un important dispositif, bloquant ainsi la place et les rues alentours.

Alors que le cortège tente d'emprunter la rue d'Amthausgasse, la police dresse des grilles anti-émeute, use de tout son arsenal (canon à eau, spray au poivre, gaz lacrymogène) et tire des balles en plomb recouvertes de caoutchouc à bout portant sur le haut du corps des manifestant-es. Sur la Place fédérale, la police bloque le cortège et lui demande de retourner en direction de la gare. La manifestation emprunte alors une rue parallèle, afin que l'ensemble du cortège puisse décongestionner la place et la rue du marché. Cependant, alors qu'une partie

des manifestant·es se déplace en direction de la gare, la police déploie à nouveau une brutalité sans commune mesure. D'un côté, un canon à eau est utilisé, et de l'autre, spray au poivre et coups de matraques pleuvent indistinctement sur le cortège, causant de nombreuses blessures et la séparation de la manifestation en deux, dont une partie est nassée par la police. Il est alors environ 17h et la nasse ne s'achèvera qu'aux environs de 5h du matin, le 12 octobre.

Durant ces 12h, les personnes enfermées au croisement des rues Gurtengasse et Schaulplatzgasse ont été privées de leurs droits fondamentaux et n'ont reçu aucune information sur la situation. Malgré de nombreuses demandes, aucun accès à des toilettes n'a été accordé (plusieurs personnes ont été aspergées de spray au poivre alors qu'elle urinaient derrière une barrière de chantier) et aucune nourriture n'a été distribuée. Tard dans la nuit, quelques bouteilles d'eau ont été distribuées, en nombre largement insuffisant pour les centaines de personnes retenues. Le froid (7° C) a mené des personnes à l'hypothermie, mais malgré les demandes répétées de couvertures, rien n'a été distribué par les policiers, qui semblaient s'amuser de la situation, conseillant aux manifestant·es de se resserrer les un·es contre les autres pour se réchauffer. À plusieurs reprises, la police a fait usage de spray au poivre contre des manifestant·es au sein de la nasse, créant des mouvements de panique – et des coups de matraque pleuvaient là où la foule tentait de se déplacer.

Au total, environ 550 personnes ont été arrêtées et conduites au poste de police de la ville de Berne, par groupes de six, des heures durant jusqu'aux alentours de 6h du matin.

Nous constatons ainsi le recours des autorités à la punition collective et à des mesures disproportionnées d'intimidation, contraires au droit de manifester et à la liberté de rassemblement et d'expression. Les témoignages des personnes arrêtées et détenues indiquent qu'au vu de l'ampleur des forces de police mobilisées, la durée de la procédure et les locaux utilisés, les autorités avaient prévu en amont des arrestations massives.

Contexte répressif en Suisse

Ces violences policières font système en Suisse. Les nombreux cas de violences à caractère raciste et les scandales liés à des groupes de discussions suprémacistes entre policiers à Lausanne s'ancrent dans un contexte national. Les manifestations en soutien à la Palestine ont quant à elles subi de nombreuses interdictions arbitraires, des contrôles abusifs, des nasses et des arrestations longues et humiliantes, comme à Bâle lors de l'Eurovision ou à Berne ce week-end. De plus, la police utilise ses armes en toute impunité pour bloquer les manifestations et blesser les manifestant·es, comme ça a été le cas à Genève le 2 octobre. On le voit : l'usage de la violence par la police en Suisse se banalise et devient de plus en plus systématique.

Constamment, le refrain des autorités est le même – repris automatiquement par les médias : si la manifestation n'est pas autorisée, alors la violence de la police serait légitime. Pourtant, comme le dit Amnesty Suisse dans son communiqué, au niveau du droit international, "une manifestation non autorisée n'est pas automatiquement interdite. Les manifestations

pacifiques sont protégées par la liberté d'expression et la liberté de réunion". Ainsi, le fait de devoir demander l'autorisation de manifester (régime en vigueur en Suisse) est déjà une restriction grave du droit de manifester. La Cour européenne des droits de l'Homme encourage par exemple plutôt un régime d'annonce de manifestation, et non de demande.

De même, la présence d'un "black bloc" en tête de cortège ne justifie aucunement les violences policières ou les arrestations massives. Enfin, la violence dirigée contre les institutions activement complices du génocide est infiniment moindre que la violence engendrée par ces dernières. Taguer UBS ou briser ses vitrines n'est strictement rien face aux milliers de personnes tuées et mutilées en Palestine, actes permis en partie par les investissements de cette banque. La rage et la tristesse qui mènent à ces violences trouvent leurs racines dans deux années de génocide et plus de septante ans de colonisation et d'occupation illégale des territoires palestiniens par l'entité sioniste.

Les autorités suisses ont montré leur intolérance croissante face à toutes les formes de manifestations de soutien envers le peuple palestinien depuis deux ans. Par ses actions, la police s'illustre dans son rôle historique de défense de la bourgeoisie et protège les intérêts internationaux de celle-ci qui passent par la colonisation de la Palestine.

Nos revendications

Au vu de la collaboration totale de la Suisse et de la plupart de ses institutions et entreprises avec l'entité sioniste ;

Au vu du refus de la Suisse de défendre l'application du droit international ;

Au vu du contexte répressif entourant le droit de manifester et les actions de solidarité avec le peuple palestinien ;

Nous, collectifs, associations, partis politiques et mouvements :

- exigeons une protection rigoureuse du droit de manifester
- exigeons une enquête immédiate, indépendante et impartiale sur les agissements de la police lors de la manifestation du 11 octobre
- exigeons une politique active de la Suisse pour la défense d'un cessez-le-feu permanent en Palestine, des sanctions économiques et académiques et un embargo militaire total contre l'entité sioniste jusqu'au démantèlement de son apartheid, des actions concrètes pour le déploiement inconditionnel du droit humanitaire et le contrôle de son application, la décolonisation de la Palestine et le droit au retour des réfugié·es palestinien·nes de la Nakba, la traduction en justice des génocidaires et criminels de guerre.

- affirmons que tant qu'aucune mesure concrète ne sera prise pour satisfaire nos revendications et que l'État ou les entreprises suisses ne mettront pas fin à leur complicité dans le génocide, l'intensification de notre mouvement se poursuivra.

Signataires

BDS Neuchâtel

BDS Lausanne

solidaritéS

CS-POP Jura

Jura Palestine

POP Vaud

J POP Neuch

CEP Unige

Students for Palestine Zurich

Students for Palestine Bern

Lucerne for Palestine

hslu4pal

CEP EPFL

Camp Unil Palestine

ASAP

Sud Global

Collectif Urgence Palestine Vaud

Valais Palestine

Foulards Violets

Faites des Vagues

Piraterie Antifasciste Genève

Handala - Genève

Le Silure

Contre-Attaque & Autonomie

Fédération Suisse-Palestine

Soignantexs for Palestine

Soulèvements de la Terre - Genève

Collectif Urgence Palestine - Genève

Lausanne-Palestine

PST-POP / PdAS

Basel for Palestine

PaL_action_swiss

Palestine Comittee Zurich

Geneve Palestine

Association Yaffa

Waves of freedom Switzerland

Grève féministe Vaud

MARAD

Colectivo Jaguar

Collectif Afro-Swiss

CRAQ

Collectif Siembra Resistencia

Kollektiv Doykait

Collectif Action Palestine (CAP)

Justice4Nzoy

Grève féministe Genève

15.10.25

Gemeinsames Communiqué zur nationalen Palästina-Demonstration **(Bern, 11. Oktober 2025)**

Angesichts der einseitigen medialen Berichterstattung zur Demonstration vom 11. Oktober in Bern möchten wir mit diesem Communiqué unsere Sicht der Ereignisse darstellen. Unser Ziel ist es, das Recht der Zivilbevölkerung auf der Wahrheit beruhenden Informationen zu gewährleisten. Dies umfasst auch die Perspektive der Demonstrierenden.

Wir stellen fest, dass bestimmte, von bürgerlichen Medien und insbesondere dem SRF/RTS in Umlauf gebrachte Informationen unwahr sind, während andere Tatsachen offenbar bewusst ignoriert werden. So berichtete SRF beispielsweise fälschlicherweise von „mindestens zwei verletzten Demonstrierenden“, währenddem wir derzeit von mindestens 256 Verletzten wissen. Die voreingenommenen Darstellungen der Polizei wurden von den Schweizer Medien unkritisch reproduziert. Es wurde alles darangesetzt, die politische Botschaft der Demonstration zu unterschlagen und die aus der Luft gegriffenen Antisemitismusvorwürfe ins Zentrum zu stellen. Wir verurteilen die verleumderische Vermischung von Antisemitismus und Antizionismus. Ebenso verurteilen wir den ausschliesslichen medialen Fokus auf die Sachschäden, der nur dazu genutzt wird, die unverhältnismässige Polizeigewalt und den illegalen Polizeikessel zu rechtfertigen.

Unsere Solidarität mit dem palästinensischen Volk und unsere Entschlossenheit, die genozidale Komplizenschaft der Schweiz zu beenden, sind stärker denn je!

Die Ereignisse

Am Samstag, dem 11. Oktober 2025, riefen mehrere Organisationen zu einer Demonstration in den Strassen von Bern auf, um ein Ende des anhaltenden Genozids in Gaza zu fordern, die Mitschuld der Schweiz anzuprangern und Solidarität mit dem palästinensischen Volk und dessen Kampf für Selbstbestimmung zu bekunden.

Der Umzug mit mehr als 10.000 Teilnehmenden begann sich gegen 15:30 Uhr in Richtung Bundesplatz zu bewegen. Dort angekommen waren alle umliegenden Strassen durch das immense Polizeiaufgebot der Kantonspolizei Bern mit Unterstützung von Polizeikräften aus fast allen Schweizer Kantonen vollständig abgeriegelt. Als der Umzug versuchte, über die Amthausgasse weiterzuziehen, errichtete die Polizei eine Sperre und setzte ihr gesamtes Repressionsarsenal ein, um diese durchzusetzen: Wasserwerfer, Pfefferspray und Tränengas – und Gummigeschosse, die aus nächster Nähe auf den Oberkörper- und Kopfbereich der Demonstrierenden abgefeuert wurden.

Die Polizei ordnete die auf dem Bundesplatz blockierte Menge daraufhin an, zum Bahnhof zurückzukehren. Als sich die Demonstration jedoch in die Schauplatzgasse Richtung Bahnhof bewegte, ging die Polizei erneut mit ungezügelter Brutalität vor. Vorne blockierte sie den Umzug mit einem Wasserwerfer, während sie ihn von der Seite mit massivem und willkürlichem Einsatz von Pfefferspray und Schlagstöcken angriff und zerteilte – die Spitze der Demonstration wurde von der Polizei eingekesselt. Die Einkesselung geschah gegen 17:00 Uhr und dauerte bis circa 5:00 Uhr am nächsten Morgen an. Während diesen 12 Stunden wurden die Grundrechte der an der Kreuzung Gurtengasse/Schauplatzgasse festgehaltenen Personen missachtet, und sie erhielten keinerlei Informationen zu ihrer Situation. Trotz wiederholter Bitten wurde ihnen kein Zugang zu Toiletten gewährt, mehrere Personen wurden sogar mit Pfefferspray besprüht, als sie hinter einer Baustellenabspernung urinieren. Ausserdem wurde keine Verpflegung bereitgestellt, erst spät in der Nacht wurden einige wenige Flaschen Wasser verteilt – viel zu wenig für die mehreren hundert festgehaltenen Personen. Trotz wiederholter Aufforderung wurden ebenfalls weder warme Kleidung noch Decken zur Verfügung gestellt, entsprechend führte die Kälte (7 °C) bei einigen eingekesselten Demonstrierenden zu Unterkühlungen. Die Beamt*innen schienen sich nichtsdestotrotz über die Situation lustig zu machen und schlugen den Demonstrierenden vor, sich „zusammenzudrängen, um sich warm zu halten“. Mehrmals wurde Pfefferspray aus nächster Nähe in die Kesselung gesprüht, und überall wo die Menge versuchte, sich zu bewegen, kamen Schlagstöcke zum Einsatz. Insgesamt wurden rund 550 Personen festgenommen und jeweils in Sechsergruppen zum Polizeiposten gebracht. Dieser Vorgang zog sich bis circa 6 Uhr morgens hin.

Wir halten also fest, dass von den Behörden kollektive Bestrafungsmassnahmen und unverhältnismässige Gewalt ausging, die das Demonstrationsrecht sowie die Versammlungs- und Meinungsfreiheit verletzen. Aussagen der Festgenommenen deuten darauf hin, dass angesichts des Umfangs des Polizeieinsatzes und der gewählten Örtlichkeiten der Charakter dieser Massenverhaftung von den Behörden wohl bereits im Voraus geplant war.

Der Kontext der Repression in der Schweiz

Diese Formen polizeilicher Gewalt haben in der Schweiz System. Zahlreiche Fälle rassistisch motivierter Gewalt und Skandale um chauvinistische Polizeischutzgruppen in Lausanne sind Teil des nationalen Kontexts. Demonstrationen in Solidarität mit Palästina waren wiederholt mit willkürlichen Verboten, missbräuchlichen Kontrollen, Einkesselungen und demütigenden

Festnahmen konfrontiert, wie beispielsweise während dem Eurovision Song Contest in Basel oder der Demonstration am vergangenen Wochenende in Bern. Die Polizei hat ihre Waffen in der Vergangenheit immer ungestraft eingesetzt – auch wenn Demonstrierende, wie beispielsweise am 2. Oktober in Genf, verletzt wurden. Es ist offensichtlich, dass Polizeigewalt in der Schweiz zur Normalität geworden ist und zunehmend systematisch eingesetzt wird.

Die Behörden wiederholen ständig dieselbe Leier, die von den Medien unkritisch wiederholt wird: Wenn eine Demonstration nicht bewilligt ist, ist Polizeigewalt legitim. Doch wie Amnesty Schweiz in einer Erklärung feststellte, ist nach internationalem Recht „eine unbewilligte Demonstration nicht automatisch verboten. Friedliche Demonstrationen sind durch die Meinungs- und Versammlungsfreiheit geschützt.“ Daher stellt bereits die Anforderung, Demonstrationen bewilligen lassen zu müssen (wie es in der Schweiz der Fall ist), eine bedeutende Einschränkung des Demonstrationsrechts dar. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte beispielsweise befürwortet ein Meldesystem, keine Bewilligungspflicht. Entsprechend rechtfertigt auch die Präsenz eines sogenannten „Schwarzen Blocks“ an der Spitze des Umzugs Polizeigewalt oder Massenverhaftungen in keiner Weise.

Schlussendlich ist der symbolische und materielle Schaden, der den an dem Genozid mitschuldigen Schweizer Institutionen zugefügt wurde, ungleich geringer als die reale Gewalt, die von denselben Institutionen tagtäglich ausgeübt wird. Das Besprühen oder Zerstören der Fenster einer Bank wie der UBS ist nichts im Vergleich zu den Tausenden von getöteten und verstümmelten Menschenleben in Gaza und anderswo – ermöglicht unter anderem durch die Investitionen genau dieser Bank. Die Wut und Trauer, die zu solchen Aktionen führen, wurzeln in zwei Jahren Völkermord und über siebzig Jahren Kolonialisierung und illegaler Besetzung palästinensischer Gebiete durch die zionistische Entität.

Die Schweizer Behörden haben in den letzten zwei Jahren eine wachsende Intoleranz gegenüber allen Formen des Solidaritätsbekundungen mit dem palästinensischen Volk gezeigt. Durch ihr brutales Vorgehen am 11. Oktober bekräftigte die Polizei einmal mehr ihre Rolle als marionettenhafte Verteidigerin der Bourgeoisie und deren Interessen – die in Bezug auf Palästina identisch sind mit denjenigen der zionistischen Kolonialherrschaft.

Unsere Forderungen

Angesichts:

- der weitreichenden Zusammenarbeit der Schweiz mit der zionistischen Entität und ihrer Institutionen und Unternehmen;
- der Weigerung der Schweiz, das Völkerrecht einzuhalten;
- der umfassenden Repression in Bezug auf Protesten für und Solidaritätsbekundungen mit dem palästinensischen Volk;

Fordern wir, als Kollektive, Vereinigungen, politische Parteien und Bewegungen, hiermit:

- den konsequenten Schutz des Demonstrationsrechts;
- eine sofortige, unabhängige und unparteiische Untersuchung der Polizeieinsätze während der Demonstration vom 11. Oktober;

- dass die Schweiz eine aktive Politik für einen dauerhaften Waffenstillstand in Palästina, wirtschaftliche und akademische Sanktionen und ein vollständiges Militärembargo gegen die zionistische Entität bis zur Abschaffung ihrer Apartheid, konkrete Massnahmen zur bedingungslosen Umsetzung und Überwachung des humanitären Rechts, die Entkolonialisierung Palästinas und das Recht auf Rückkehr für palästinensische Geflüchtete, die während der Nakba vertrieben wurden, sowie die strafrechtliche Verfolgung der für Völkermord und Kriegsverbrechen Verantwortlichen verfolgt.

Wir bekräftigen, dass die Bewegung in Solidarität mit Palästina weiterhin kontinuierlich an Kraft und Eskalationswille gewinnen wird, bis konkrete Massnahmen zur Erfüllung dieser Forderungen ergriffen werden und bis der Schweizer Staat und schweizerische Unternehmen ihre Teilhabe am Genozid beenden.

Unterzeichnet von:

BDS Neuchâtel

BDS Lausanne

solidaritéS

CS-POP Jura

Jura Palestine

POP Vaud

J POP Neuch

CEP Unige

Students for Palestine Zurich

Students for Palestine Bern

Lucerne for Palestine

CEP EPFL

hslu4pal

Camp Unil Palestine

ASAP

Sud Global

Collectif Urgence Palestine Vaud

Valais Palestine

Foulards Violets

Faites des Vagues

Piraterie Antifasciste Genève

Handala - Genève

Le Silure

Contre-Attaque & Autonomie

Fédération Suisse-Palestine

Soignantexs for Palestine

Soulèvements de la Terre - Genève

Collectif Urgence Palestine – Genève

Grève féministe Genève
Lausanne-Palestine
PST-POP / PdAS
Basel for Palestine
Pal_action_swiss
Palestine Comittee Zurich
Geneve Palestine
Association Yaffa
Waves of freedom Switzerland
Grève féministe Vaud
MARAD
Colectivo Jaguar
Collectif Afro-Swiss
CRAQ
Collectif Siembra Resistencia
Kollectiv Doykait
Collectif Action Palestine (CAP)
Justice4Nzoy

15.10.25

Joint Communiqué on the National Demonstration for Palestine
(Bern, 11 October 2025)

Having observed the biased media coverage of the demonstration in Bern on October 11, we wish, through this communiqué, to present our version of events. Our aim is to uphold the democratic right of the civilian population to factual information that includes the testimonies of demonstrators.

We also note that certain information circulated by the media, particularly RTS/SRF, does not reflect the reality of what occurred, while other facts appear to have been deliberately omitted. For example, while RTS/SRF reports “at least two injured demonstrators,” we currently count at least 326.

The police narrative has been repeated by the media without any critical evaluation. Every effort has been made to erase the political substance of the demonstrators’ message, who are being accused of antisemitism without any evidence. We condemn these crude conflation between antisemitism and anti-zionism. We also denounce the media focus on material damage, used to justify the disproportionate police violence and the illegal use of kettling.

Our solidarity with the Palestinian people, and our determination to end Switzerland's deadly complicity, are stronger than ever!

Account of the Events

On Saturday, October 11 2025, several civic and political organizations called for a demonstration in the streets of Bern to demand an end to the ongoing genocide in Gaza, to denounce Switzerland's complicity, and to express solidarity with the Palestinian people and their struggle for self-determination.

The march, comprising of more than 10,000 people, began around 3:30 p.m., heading toward the Federal Square (Bundesplatz). The Bern police, assisted by numerous extra-cantonal police forces, had deployed a large security apparatus, blocking the square and surrounding streets. As the march attempted to proceed along Amthausgasse, the police erected anti-riot barriers and used their full arsenal — water cannons, pepper spray, and tear gas — firing rubber-coated metal bullets at close range, targeting demonstrators' upper bodies with multiple reports of facial injuries.

At Federal Square, the police blocked the crowd and ordered it to turn back toward the train station. The demonstration then took a parallel street to allow the crowd to disperse more safely. However, as some demonstrators moved toward the station, the police once again deployed unrestrained brutality. On one side, a water cannon and rubber bullets were used; on the other, pepper spray and batons struck protestors indiscriminately, injuring many and splitting the march in two — one part being kettled by the police.

It was then around 5:00 p.m., and the kettle did not end until around 5:00 a.m. the following morning, October 12.

During these 12 hours, those trapped at the intersection of Gurtengasse and Schauplatzgasse were deprived of their fundamental rights and received no information about their situation. Despite repeated requests, no access to toilets was granted (several people were pepper-sprayed while urinating behind a construction barrier), and no food was provided. Late at night, a few bottles of water were distributed — far too few for the hundreds of people detained.

The cold (7 °C) caused some to suffer from hypothermia, but despite repeated pleas for blankets, none were given. Officers appeared to mock the situation, telling demonstrators to “huddle together to stay warm.” Several times, pepper spray was used directly inside the kettle, causing panic, and batons struck wherever the crowd tried to move.

In total, around 550 people were arrested and taken to Bern's main police station in groups of six, a process that continued for hours, until about 6 a.m..

We thus note the authorities' use of collective punishment and disproportionate intimidation tactics, violating the right to protest and the freedoms of assembly and expression. Testimonies from those arrested indicate that, given the scale of the police deployment, the length of the procedure, and the facilities used, the authorities had planned these mass arrests in advance.

Repressive Context in Switzerland

These acts of police violence are part of a wider systemic pattern in Switzerland. Numerous cases of racially motivated violence and scandals involving white supremacist police chat groups in Lausanne are rooted in a national context. Demonstrations in solidarity with Palestine have repeatedly faced arbitrary bans, abusive checks, kettling, and long, humiliating detentions, such as during the Eurovision event in Basel or this past weekend in Bern.

Furthermore, police forces have used their weapons with impunity, to block demonstrations and injure protesters — as was the case in Geneva on October 2. Clearly, police violence in Switzerland has become normalized and increasingly systematic.

Authorities constantly repeat the same refrain — echoed uncritically by the media: if a demonstration is unauthorized, police violence is therefore legitimate. Yet, as Amnesty Switzerland stated in its communiqué, under international law, “an unauthorized demonstration is not automatically prohibited. Peaceful demonstrations are protected by the freedom of expression and the freedom of assembly.”

Thus, the very requirement to obtain authorization to demonstrate (as is the case in Switzerland) is already a serious restriction of the right to protest. The European Court of Human Rights encourages a notification system, not an authorization system.

Likewise, the presence of a so-called “black bloc” at the head of the march does not in any way justify police violence or mass arrests.

Finally, the symbolic damage inflicted on institutions complicit in genocide is incomparably smaller than the real violence financed by those same institutions. Tagging or breaking the windows of UBS is nothing compared to the hundreds of thousands of lives killed and mutilated — acts made possible by the investments of that bank.

The rage and grief that lead to such actions are rooted in two years of genocide and over seventy years of colonization and illegal occupation of Palestinian territories by the Zionist entity.

Swiss authorities have shown growing intolerance toward all forms of expression of solidarity with the Palestinian people over the past two years. Through its actions, the police reaffirm its historical role as the defender of the bourgeoisie and its international interests — which, in the case of Palestine, align with colonization.

Our Demands

In view of:

- Switzerland’s full collaboration with the Zionist entity and most of its institutions and corporations;
- Switzerland’s refusal to uphold international law;
- the repressive environment surrounding the right to protest and actions of solidarity with the Palestinian people;

We, collectives, associations, political parties, and movements, hereby:

- demand the rigorous protection of the right to protest;
- demand an immediate, independent, and impartial investigation into the actions of the police during the October 11 demonstration;

- demand that Switzerland adopt an active policy for a permanent ceasefire in Palestine, economic and academic sanctions and a total military embargo against the Zionist entity until its apartheid is dismantled, concrete measures for the unconditional implementation and monitoring of humanitarian law, decolonization of Palestine, and the right of return for Palestinian refugees displaced during the Nakba, as well as the prosecution of those responsible for genocide and war crimes.

We affirm that until concrete measures are taken to meet these demands, and until the Swiss state and corporations end their complicity in the genocide, our movement will continue to intensify.

Signatories:

BDS Neuchâtel

BDS Lausanne

solidaritéS

CS-POP Jura

Jura Palestine

POP Vaud

J POP Neuch

CEP Unige

Students for Palestine Zurich

Students for Palestine Bern

Lucerne for Palestine

CEP EPFL

Camp Unil Palestine

hslu4pal

ASAP

Sud Global

Collectif Urgence Palestine Vaud

Valais Palestine

Foulards Violets

Faites des Vagues

Piraterie Antifasciste Genève

Handala - Genève

Le Silure

Contre-Attaque & Autonomie

Fédération Suisse-Palestine

Soignantexs for Palestine

Soulèvements de la Terre - Genève

Collectif Urgence Palestine - Genève

Lausanne-Palestine

PST-POP / PdAS
Basel for Palestine
Pal_action_swiss
Palestine Comittee Zurich
Geneve Palestine
Association Yaffa
Waves of freedom Switzerland
Grève féministe Vaud
MARAD
Colectivo Jaguar
Collectif Afro-Swiss
CRAQ
Collectif Siembra Resistencia
Kollectiv Doykait
Collectif Action Palestine (CAP)
Justice4Nzoy
Grève féministe Genève